

RÉSULTATS DE LA MESURE DU PROGRAMME RÉSILIENCE DE LA DUE¹



Résilience des populations rurales du Burundi

Synthèse des résultats sur les zones des Dépressions du Nord et des Plateaux Centraux Humides

Ce document présente de manière synthétique les principaux résultats des enquêtes quantitatives et qualitatives menées dans le cadre de l'outil de mesure de la résilience des programmes de l'UE mis en place par l'ATAB dans le cadre de l'outil de mesure du programme « Appui à la résilience de la population burundaise » financé par l'Union Européenne. Ces résultats confirment la **complexité des facteurs de résilience, de leurs imbrications les uns avec les autres et de la difficulté de les modéliser avec un indice synthétique pertinent**. Malgré cette complexité, ce travail mené auprès des ménages les plus pauvres et des communautés vulnérables de deux zones agroécologiques du Burundi est toutefois riche d'enseignements. Il a en effet permis de mettre en lumière plusieurs éléments qui éclairent les partenaires opérationnels et les décideurs sur les **facteurs clés de résilience**, sur les forces et faiblesses des interventions mises en œuvre et sur des nouveaux leviers d'action. Ces derniers doivent permettre de **répondre au plus près aux besoins et aspirations des populations, en renforçant leurs capacités et les opportunités offertes par leur milieu pour leur développement et leur résilience face aux nombreux chocs auxquels elles doivent faire face**.

Compréhension des facteurs de résilience, des chocs et des trajectoires de résilience

LES FACTEURS DE RÉSILIENCE, INTERNES ET EXTERNES AUX MÉNAGES

Les **facteurs de résilience** sont nombreux et vont bien au-delà des secteurs de la santé, du développement rural et de l'énergie sur lesquels était basé le programme de l'UE. On peut distinguer des facteurs externes et internes aux ménages. Il a été **plus facile de mesurer ces facteurs au niveau du ménage (ou individuel) qu'au niveau du milieu dans lequel évolue le ménage**. En effet, les indicateurs collectés au niveau communautaire paraissent dans **l'ensemble moins adaptés**, et n'ont donc pas été pris en compte dans le calcul de l'indice de résilience.

Concernant les **facteurs externes aux ménages**, on distingue une série de **facteurs humains et socio-économiques** qui ont trait à des questions de gouvernance et de choix politiques, de cohésion et d'organisation sociale, de services à la population, aux infrastructures et au fonctionnement des marchés (produits alimentaires, intrants, travail). **Ce sont des facteurs sur lesquels les programmes des partenaires techniques et financiers du gouvernement du Burundi peuvent avoir une influence significative**. Ceci est le cas dans les secteurs de la santé, de l'énergie et



Figure 1 - Facteurs de résilience externes au ménage

1. Les données présentées dans ce document furent collectées durant les phases initiale, intermédiaire, et finale du suivi des ménages les plus pauvres bénéficiaires du programme « Appui à la résilience de la population burundaise » de l'UE. Les enquêtes de suivi ont été menées durant 2 ans, entre 2020 et 2022

de la provision de services financiers, tel que l'avait anticipé le programme de l'UE. Les questions liées à la justice, l'équité sociale et la mobilité des populations et toute action favorisant la paix et la stabilité sont également critiques dans un milieu où les populations portent les stigmates d'années de conflit. En parallèle, on constate les **facteurs naturels** (climat, environnement, phénomènes biologiques), plus difficiles à modifier et pour lesquels il convient d'apprendre à s'adapter et de minimiser les risques.

Concernant les **facteurs internes au ménage et à l'individu**, on distingue également plusieurs niveaux. A la base de la résilience des ménages se situent les facteurs liés à la **qualité de vie** (habitat, santé, nutrition, alimentation, éducation) qui sont imbriqués et vont contribuer à préserver et construire le capital humain. Viennent ensuite des facteurs liés à **l'organisation, la qualité des relations (stabilité et cohésion familiale), la planification, la formation et l'information**. Enfin on trouve des **facteurs**

économiques, en particulier la capacité des ménages à mener des activités de **production intégrant agriculture et élevage, l'élevage ayant un rôle essentiel pour la fertilité des sols**.

Dans ces zones rurales du Burundi, **l'activité agricole demeure en effet un pilier très fort de la résilience**. Les indicateurs liés à la capacité de générer des stocks agricoles, de diversifier les cultures, de tirer un revenu des activités agricoles comptent parmi les indicateurs favorisant le plus le bien-être des populations. Il est d'ailleurs intéressant de constater que les jeunes restent très attirés par cette activité et **aspirent dans leur majorité à initier des activités d'agriculture et d'élevage**. Cela n'exclut pas l'aspiration des populations à développer d'autres activités économiques, malgré un contexte peu porteur pour l'entrepreneuriat (accès limité aux services financiers et au capital et à la formation professionnelle, forte taxation à la commercialisation, etc.).

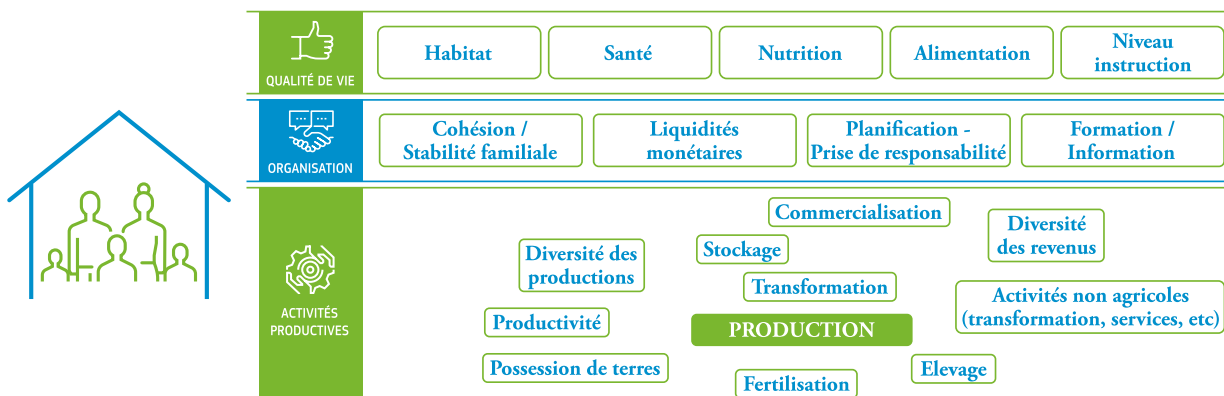


Figure 2 - Facteurs de résilience internes au ménage

DES CHOCS MULTIPLES, BIEN AU-DELÀ DES SEULES CONSIDÉRATIONS CLIMATIQUES

Les chocs auxquels sont exposés les ménages sont multiples. En moyenne chaque année, les ménages font face à **6-7 chocs de natures différentes**. Les **chocs économiques** (variation des prix de première nécessité, variation du prix des intrants, etc.) arrivent en tête et concernent quasiment tous les ménages. Les chocs climatiques (sécheresse, inondation, etc.) et biologiques (épizooties, phytopathogènes, maladies humaines) arrivent ensuite et concernent une majorité de ménages. Par ailleurs les

entretiens qualitatifs mettent en évidence que les **chocs idiosyncratiques, propres aux ménages ou aux individus paraissent également très déterminants**. La perte d'un membre du ménage, surtout le mari, un divorce, un accident ou une maladie grave peuvent radicalement affecter la résilience de ce ménage (perte de la capacité productive, endettement, liquidation des terres, etc.). Ces « accidents » de la vie sont très fréquents dans les ménages les plus pauvres dont les conditions de vie précaires les exposent aux maladies et à la mésentente. Ceci met en évidence la nécessité des filets sociaux de sécurité pour prévenir cette instabilité latente qui freine toute possibilité de développement.

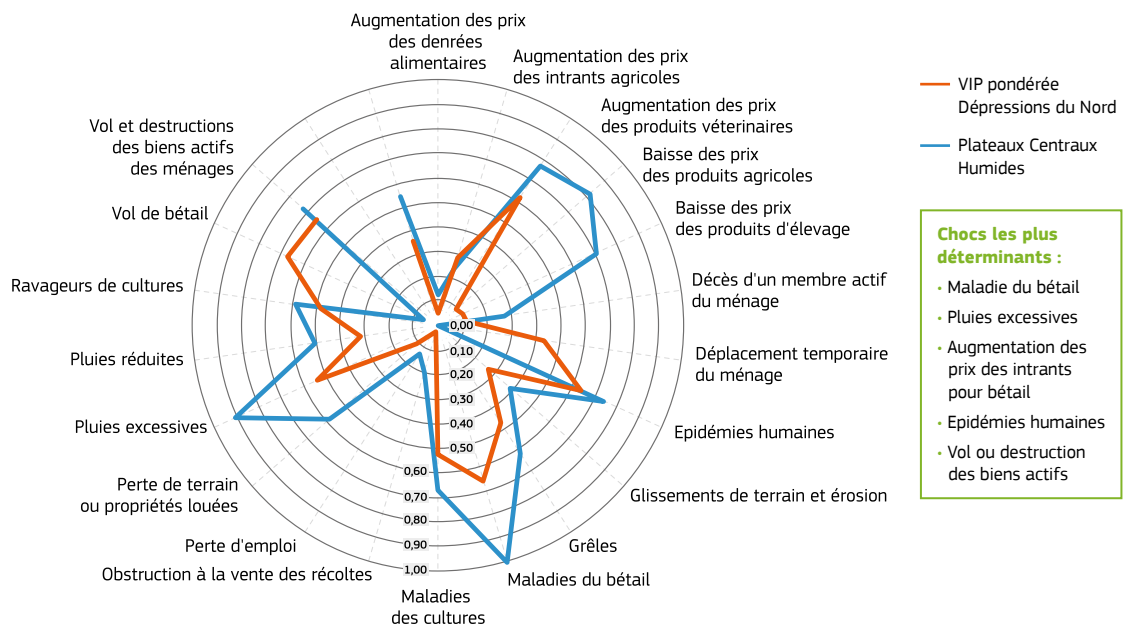


Figure 3 - Chocs majeurs freinant la résilience des ménages



DES TRAJECTOIRES DE RÉSILIENCE QUI SE DISTINGUENT SELON LA CAPACITÉ À CULTIVER LA TERRE, LE GENRE DU CHEF DE MÉNAGE ET L'ÂGE

L'étude a permis de dégager, parmi les ménages pauvres et très pauvres enquêtés, **plusieurs profils de ménages avec des trajectoires de résilience particulières**. Il est essentiel de comprendre les particularités de ces profils afin de concevoir et mettre en place des actions adaptées. Nous avons pu dégager **deux grands groupes, un dont les revenus du ménage sont**

essentiellement tirés des activités agricoles et un dont les activités sont plus diversifiées. Dans ce dernier groupe, la diversité des activités n'est généralement pas un choix, mais résulte plutôt d'une forte pression foncière ou de manque de moyens (humains et financiers) pour cultiver la terre ; les ménages se dirigent alors vers d'autres activités (ex : fabrication de briques, menuiserie, petit commerce, etc.) dont les **revenus sont souvent peu fiables et très dépendants des aléas du marché du travail**.



Dans chacun de ces groupes, les ménages peuvent être dirigés par un homme ou par une femme. **Les femmes cheffes de ménages représentent environ un tiers de l'ensemble des ménages étudiés** (pauvres et très pauvres) et sont plus fréquemment retrouvées dans les ménages qui dépendent d'activités non agricoles. Au-delà des difficultés économiques et des aléas auxquels fait face l'ensemble de la population, **de nombreuses femmes cheffes de ménage subissent en plus une discrimination sociale et divers abus** (spoliation, abus sexuels). Des actions spécifiques et ciblées (légales, sociales) sont donc indispensables en plus des actions habituelles de renforcement de la résilience pour ces femmes cheffes de ménages. Enfin, on peut distinguer un dernier sous-groupe, celui des **jeunes**. Ces derniers se sentent **délaissés des programmes de développement**. Ils ont dans la majorité des cas une aspiration à construire leur vie localement et une vocation agricole ou para-agricole. **Le recours à la migration est souvent une voie pour accéder à un capital** permettant ensuite de démarrer des activités dans leur zone d'origine. Cette voie comprend toutefois de nombreux écueils, surtout pour les jeunes femmes.

Tous les groupes sont dans l'ensemble très ouverts aux changements, à l'innovation et sont conscients des facteurs limitant la réalisation de leurs aspirations.

Figure 4 - Différents profils de ménages et leurs aspirations en termes de développement

Effets et impacts du programme de renforcement de la résilience sur les populations les plus pauvres

Dans l'ensemble, malgré différents éléments de conjoncture négatifs pendant la période d'étude (Covid 19, fièvre de la vallée du Rift affectant le bétail, augmentation du prix des denrées et des intrants, etc.), **la situation des populations les plus pauvres bénéficiaires du programme de l'UE s'est améliorée entre 2020 et 2022, sur plusieurs indicateurs clés.**

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES MOYENS PRODUCTIFS

Entre la phase initiale (2020) et la phase finale (2022), on constate une augmentation du pourcentage de ménages se ressentant en sécurité alimentaire et une **diminution notable de la proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère : de 83% à 67% dans les Dépressions du Nord et de 61% à 47% dans les Plateaux Centraux Humides entre 2020 et 2022 (Figure 5).**

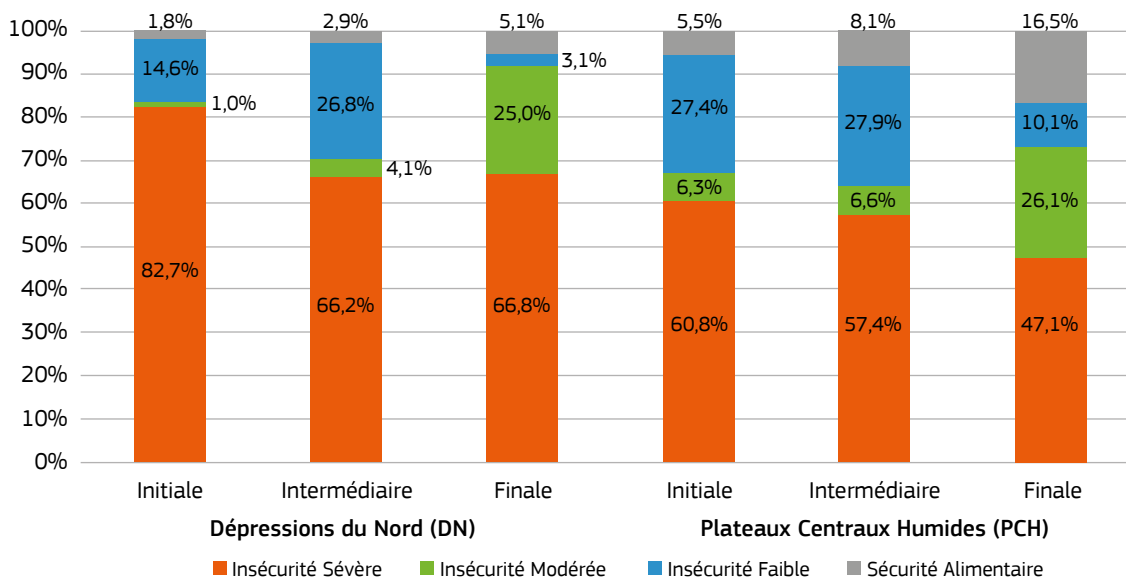


Figure 5 - Évolution de l'insécurité alimentaire des ménages selon le Food Insecurity Experience Scale par zone agroécologique

Les biens productifs agricoles ont également augmenté : les surfaces cultivées ont augmentées de 24% dans les DN et de 19% dans les PCH sur les deux années d'étude. Les raisons peuvent être une récolte abondante avec l'appui au Programme,

une légère augmentation des surfaces, etc. Sachant que la production dépend aussi de facteurs « externes » au programme (climat, parasites des cultures, etc.). La durée des stocks agricoles a aussi augmenté, surtout dans les PCH ;

	Dépressions du Nord			Plateaux Centraux Humides		
	Initiale	Intermédiaire	Finale	Initiale	Intermédiaire	Finale
Superficie agricole (m ²)	2610	3060	3247	3965	4132	4743
Durée de stock (mois)	5,1	6,0	5,4	5,8	6,4	6,6
Livestock Unit	0,41	0,42	0,48	0,60	0,60	0,65

Tableau 1 : Évolution des données économiques des ménages, par zone agroécologique

Dans les DN, leur baisse constatée en phase finale peut avoir diverses causes : une baisse de productivité et donc moins de stocks, le besoin de liquidité des ménages à la récolte, les tendances de marchés, etc. Partant de ces facteurs, il est difficile d'expliquer une variation de stocks qui ne représente que quelques jours.

L'augmentation du **nombre d'unités de bétail est plus légère et concerne surtout les chèvres** : les ménages possèdent en moyenne 1,46 chèvres en 2020 versus 2,08 chèvres en 2022 dans les DN, et 1,78 versus 2,29 chèvres dans les PCH (Tableau 1).

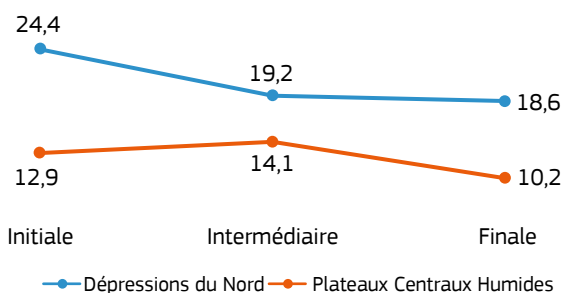


Figure 6 : Évolution de l'indice réduit des stratégies de survie par zone agroécologique

Ces améliorations se confirment par la **diminution du recours à des stratégies de survie négatives**. L'Indice réduit de stratégie de survie (Coping Strategy Index) est en baisse dans les deux zones (Figure 6). On constate plus particulièrement une moindre récolte des produits avant maturation, une moindre consommation des semences à des fins alimentaires, une moindre mobilisation de l'épargne pour faire face aux difficultés et un moindre sacrifice sur les dépenses essentielles non alimentaires (ex : dépenses de santé) ou pour l'achat d'intrants agricoles.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE

Dans les PCH où le programme énergie a démarré plus précocement, **l'utilisation des foyers améliorés a considérablement augmenté**. Elle concernait seulement 2% des ménages en 2020 pour atteindre un ménage sur cinq en 2022 (Figure 7). Sur cette zone et sur cette période, **la proportion de ménages déclarant avoir des difficultés à trouver du combustible a d'ailleurs chuté de 10 points de pourcentage** (de 87% à 77%).

UN RAPPORT DE CONFIANCE DANS LES STRUCTURES SANITAIRES QUI CONTINUE DE S'AMÉLIORER

On constate également une **amélioration de la fréquentation des structures de santé (Figure 8)**. En effet, en phase finale plus de 80% des ménages déclarent avoir recours aux centres de santé en cas de maladie et sont en général largement satisfaits de ce service.

D'autres indicateurs ont évolué favorablement entre la phase initiale (2020) et la phase finale (2022), démontrant une amélioration du bien-être et des capacités des populations suivies au cours de ces deux années d'intervention.

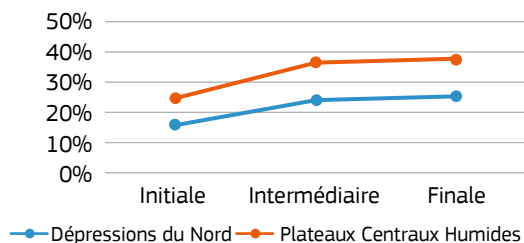


Figure 9 : Évolution du taux d'alphabétisation des chefs de ménage par zone agroécologique

AMÉLIORATION DE L'ALPHABÉTISATION ET DE L'ACCÈS AU CRÉDIT - OFFRE DE PERSPECTIVES DURABLES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

Concernant les capacités, on constate par exemple une augmentation du taux d'alphabétisation déclarée par les chefs de ménages dans les deux zones agroécologiques (Figure 9). Il est probable que les activités d'éducation financière et autres activités d'accompagnement mises en œuvre dans le cadre du programme aient été considérées par les chefs de ménage comme une forme d'alphabétisation. L'accès au crédit formel et informel a également évolué favorablement sur les deux zones (Figure 10).

Concernant le bien-être, on remarque une nette diminution des ménages qui ne possèdent pas de latrines ou qui possèdent des latrines rudimentaires (fosse sans murs ni toiture) dans les DN, au profit de fosses ou latrines améliorées. Certaines actions dé-

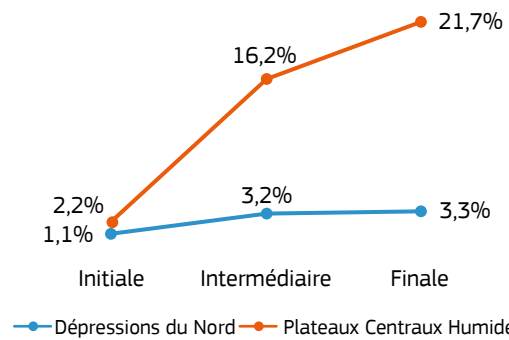


Figure 7 : Évolution de la proportion de ménages utilisant des foyers améliorés par zone agroécologique

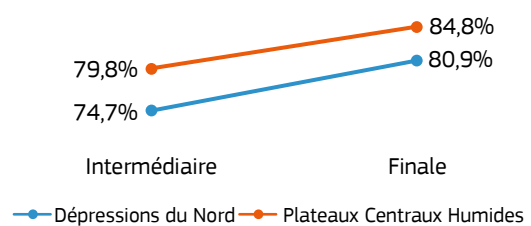


Figure 8 : Évolution de la proportion de ménages ayant recours aux soins en cas de maladie par zone agroécologique

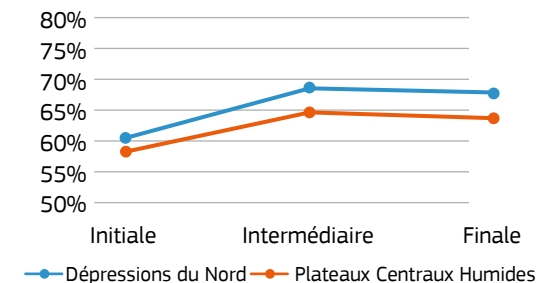


Figure 10 : Évolution de l'accès des ménages aux crédits informels par zone agroécologique

ployées par les partenaires de mise en œuvre de l'UE dans la zone ont consisté à distribuer des outils pour creuser des latrines, ou encore pour sensibiliser sur les risques de la défécation à l'air libre, ce qui a pu contribuer à l'amélioration globale observée en matière d'assainissement.

Dans l'ensemble, malgré le faible niveau socio-économique des ménages concernés (pauvres et très pauvres), **les résultats suggèrent une dynamique positive impulsée par le Programme d'Appui à la Résilience de l'UE qui reste à consolider**.

Par ailleurs, **on constate curieusement peu de différence entre les différents paquets d'intervention**. Plusieurs éléments peuvent contribuer à expliquer ces tendances. Le paquet 1 qui ne comprenait en théorie que les activités de la composante santé a, dans les faits, été « pollué » par d'autres activités de dévelop-

pement rural (autres acteurs intervenant sur les zones). Il n'existe toutefois pas de cartographie de l'ensemble des acteurs sur ces zones permettant de mieux analyser ce phénomène. Le décalage dans la mise en œuvre des différents éléments des paquets d'intervention et le démarrage tardif du dispositif de recherche opérationnelle peuvent également contribuer au faible impact observé. Par ailleurs, l'analyse de l'exposition des ménages aux

différentes activités (selon la déclaration de ces derniers) met en évidence qu'ils ont rarement bénéficié du paquet complet de Tubeho Neza, mais plutôt d'une ou deux actions seulement. La dilution des activités peut négativement affecter l'impact.

NUTRITION : DES RÉSULTATS MITIGÉS SUR LA DIVERSITÉ ALIMENTAIRE DES JEUNES ENFANTS

Dans l'ensemble, on constate une amélioration de la diversité alimentaire des mères, surtout dans les PCH (Figure 11). Cette amélioration est surtout due à une plus grande proportion de femmes consommant des céréales, légumineuses, noix et graines, viandes/poissons, autres légumes et autres fruits.

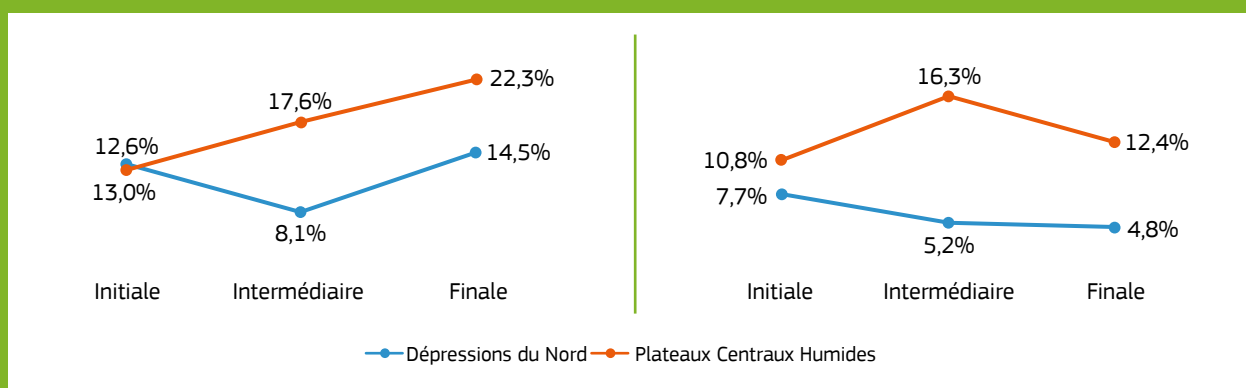


Figure 11 : Évolution du pourcentage de femmes en âge de procréer atteignant la diversité alimentaire minimale par zone agro-écologique.

Figure 12 : Évolution du pourcentage d'enfants de 6-23 mois atteignant une diversité alimentaire minimale par zone agro-écologique.

L'évolution de la diversité alimentaire chez les enfants de 6-23 mois est toutefois moins positive. Dans les DN, le pourcentage d'enfants atteignant une diversité alimentaire minimale (c'est-à-dire avoir consommé au moins 4 groupes alimentaires la veille de l'enquête, parmi 7 groupes possibles) a subi une légère baisse entre les trois enquêtes (Figure 12). Au regard des données désagrégées nous constaterons que cette évolution correspond à une diminution de consommation de produits d'origine animale (laitiers, carnés, poisson) ; Toutefois, à défaut de pouvoir mener des enquêtes complémentaires, les hypothèses pouvant expliquer cette observation seraient : un effet de la fièvre de la vallée du Rift, une consommation de fruits et légumes très dépendante des récoltes et des prix de marchés, une faible application dans les ménages des messages nutritionnels, etc. Dans les PCH on observe une augmentation assez importante de ce pourcentage entre l'enquête initiale et intermédiaire (10,8 à 16,3%), mais qui ne perdure pas dans le temps puisque ce pourcentage retombe à 12,4% lors de l'enquête finale.

L'amélioration de la diversité alimentaire observée temporairement dans les PCH est due à une proportion plus importante d'enfants consommant des céréales, des légumineuses et surtout des produits carnés et poissons (+ 8,2 points de pourcentage). Tout comme pour les femmes, ces résultats sont expliqués par des actions en faveur d'une intensification et diversification de la production. Concernant les produits carnés, il s'agit davantage de petits poissons ajoutés à la bouillie de l'enfant que de viande, si bien que l'épizootie de fièvre de la vallée du Rift n'a eu que peu d'effet ici. On constate en revanche une diminution de la consommation laitière - qui était déjà très basse initialement - et qui pourrait être une conséquence de ce problème. Ces résultats mitigés, alors que l'on constate par ailleurs que les femmes connaissent bien les messages sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, appellent à plus de vigilance et de réflexion sur l'efficacité des stratégies de lutte contre la malnutrition des jeunes enfants et sur la capacité des mères à mettre en œuvre les bonnes pratiques.

Recommandations : quatre niveaux d'intervention complémentaires nécessaires pour construire la résilience

La multiplicité des facteurs de résilience démontre la nécessité de développer des approches holistiques, multisectorielles et multi-niveaux pour renforcer les systèmes nationaux (systèmes de santé, services agricoles, justice...), les systèmes de gouvernance locaux, les capacités des communautés, des ménages et des individus. Les populations ont en effet

souvent des plans précis et lucides pour leur propre développement qu'elles peinent à concrétiser en raison d'un environnement peu porteur. **Accroître la prise de responsabilité et les capacités au niveau local en donnant les moyens pour la réalisation de projets de développement auto-choisis** paraît une voie nécessaire au renforcement de la résilience des populations.

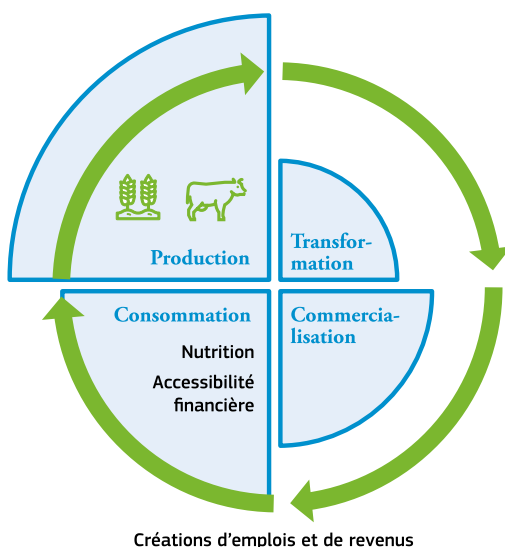
1 Couvrir les besoins les plus essentiels

Accès Carte d'Assistance Médicale (CAM)

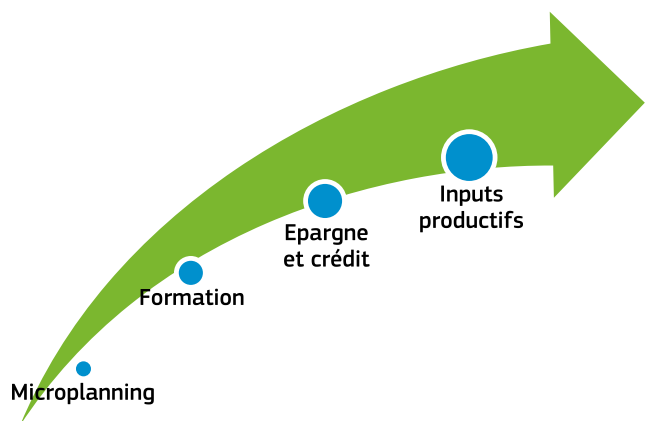
Filets sociaux (court et long termes)

Protection sociale / Droit du travail...

2 Stimuler le développement de systèmes alimentaires pro-pauvres, pro-nutrition et respectueux de l'environnement



3 Stimuler la réalisation de projets auto-choisis (approche progressive de graduation)



4 Créer un environnement favorable, plus juste et mieux géré

Renforcer la gestion des ressources et la protection de l'environnement

Support pour l'accès à l'énergie

« Agriculture verte »

Agroforesterie

Renforcer la crédibilité des structures étatiques et de gouvernance locale

Alerte précoce et capacités de réponse face aux crises

Couverture et offre des services d'agriculture et d'élevage

Taxation locale plus souple pour favoriser la commercialisation et l'entrepreneuriat

Renforcer la cohésion et l'équité sociale (dont femmes / jeunes)

Soutien adapté (social, économique, juridique), aux femmes cheffes de ménage et aux jeunes

Renforcement de la participation de la population aux structures de gouvernance + systèmes de redevabilité sociale

Amélioration de l'accès des plus pauvres aux services (CAM, services agricoles, etc.)

Cette approche nécessite toutefois de prendre en considération la très forte vulnérabilité sociale et économique des populations. Les approches de renforcement de la résilience doivent ainsi de concert **apporter des réponses sociales et économiques**, visant à plus d'équité, de justice et d'opportunités pour les plus pauvres, les femmes, les jeunes.

COUVRIR LES BESOINS LES PLUS ESSENTIELS

Afin que cette approche soit possible, il paraît indispensable, dans un premier temps de **s'assurer que les besoins les plus essentiels soient couverts**. L'amélioration de l'accès aux services de santé (cartes d'assurance maladie, gratuité effective des soins de santé), la mise en place de filets sociaux de sécurité (à court-terme en cas d'urgence ou sur le moyen-terme pour diminuer la vulnérabilité sociale des populations) et de manière générale, l'évolution vers un système de protection sociale et de droit du travail constituent un socle important dans la construction de la résilience.

STIMULER LE DÉVELOPPEMENT DE CERTAINS SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Une fois ces besoins couverts, des actions ciblant les ménages peuvent être mises en place. Dans ce contexte où **l'agriculture est au cœur des activités économiques**, le développement de ce secteur apparaît comme une **valeur sûre pour améliorer la résilience des populations**. Une grande marge d'amélioration dans le secteur, sous-investi par rapport à son potentiel, paraît

possible. Il s'agit de développer ce potentiel, en repensant l'ensemble du système alimentaire et en visant une meilleure alimentation pour les populations, la création d'opportunités pour favoriser le potentiel productif des plus pauvres et créer des emplois, le tout en favorisant une gestion vertueuse de l'environnement sans laquelle la production n'est pas possible.

STIMULER LA RÉALISATION DE PROJETS AUTO-CHOISIS

Au-delà des activités agricoles, il s'agit par ailleurs de stimuler la réalisation de projets auto-choisis. Les **approches de graduation**, offrant un appui graduel et complémentaire de différentes activités, ont fait leurs preuves auprès des plus pauvres dans plusieurs contextes (notamment le modèle BRAC au Bangladesh ou dans les programmes d'Handicap International au Sahel) et sembleraient particulièrement pertinentes dans le contexte burundais.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE, PLUS JUSTE ET MIEUX GÉRÉ

Enfin, l'ensemble des actions menées auprès des ménages nécessitent d'être mises en œuvre dans un contexte local favorable, c'est-à-dire plus juste et mieux géré. **Les actions de renforcement de la résilience doivent aussi renforcer le rôle et la crédibilité des structures étatiques et de gouvernance locale et leur capacité à fournir des services appropriés à la population et un environnement plus sûr et plus juste.**



Contacts

Délégation de l'Union européenne au Burundi

Place de l'Indépendance
Building Old East, Bujumbura
(+257) 22 20 22 00
delegation-Burundi@eeas.europa.eu

Agrinatura

42 rue Scheffer
F-75116 Paris
FRANCE
secretariat@agrinataura-eu.eu

